économique est bien là : effondrement boursier, hausse des prix énergétiques, baisse du dollar, inflation et récession dans une série de pays clés du monde capitaliste. La crise alimentaire, la crise écologique, la crise européenne sont les autres faces de cette situation, qui montre l'impasse dans laquelle nous plonge le système capitaliste.

Nous avons besoin d'un parti pour défendre les intérêts des travailleurs et préparer le renversement du capitalisme, la fin de la propriété privée des principaux moyens de production. Nous voulons une société capable de satisfaire les besoins sociaux, débarrassée de l'exploitation et de toutes les formes d'oppressions : le socialisme du XXI° siècle. Ce parti agira afin que les travailleurs dirigent eux-mêmes leurs mobilisations pour demain être en mesure de diriger la marche de la société et de l'économie.

### Prenez parti !

Nombreux sont celles et ceux qui attendent une alternative globale, combative et anticapitaliste. Des milliers de jeunes et de travailleurs qui n'avait jamais franchi le pas de l'engagement, des syndicalistes, des écologistes, des féministes, des militants associatifs, des militants révolutionnaires se rassemblent.

C'est le moment de prendre parti, de rejoindre les centaines de collectifs qui existent, d'agir et de débattre ensemble.

## *Contre le pétrole cher,*
# *une solution : réquisition !*

**Alors que le prix des carburants explose, alors que Total casse sa filière de la pétrochimie en Moselle-Est, la LCR prend position.**

Le pétrole cher profite en premier lieu aux spéculateurs et aux compagnies pétrolières. Parmi elles, Total, qui, tous les mois, engrange 1 milliard d'euros de bénéfices. En 2007, c'est plus de 13 milliards d'euros et en 5 ans, plus de 55 milliards d'euros de profits qui sont rentrés dans les caisses de Total. A l'autre bout de la chaîne, les usagers, contraints de prendre leur voiture pour aller travailler, se déplacer, voient leur facture d'essence exploser, ou encore les marins pêcheurs, qui manifestaient aujourd'hui à Bruxelles, et dont l'activité professionnelle est à la merci du coût du gazole. Ce n'est pas quelques millions d'euros versés par Total pour aider au financement de l'aide à la cuve qui changera fondamentalement les choses pour les dizaines de millions de citoyens qui galèrent alors que Total s'engraisse. Rappelons que la compagnie Total a été responsable de la marée noire en Bretagne, soupçonnée de travail forcé en Birmanie et réalise des profits juteux en Afrique. Total doit être réquisitionné et intégré dans un grand service public de l'énergie. Il faut utiliser les immenses bénéfices de Total pour faire baisser le prix de l'essence et du gazole.

# *Pas de soldes sur les salaires !*

Les statistiques confirment ce que l'ensemble des salariés et de la population constate au quotidien : le pouvoir d'achat est en baisse et tous les secteurs d'activité sont touchés. En un an, le salaire mensuel de base a baissé de 0,3 % chez les ouvriers et les professions intermédiaires, de 0,4 % chez les employés et même de 0,5 % chez les cadres. Avec l'actuelle flambée des prix, notre pouvoir d'achat va être encore un peu plus malmené.

Les négociations annuelles sur les salaires sont devenues un marché de dupes. Suivant en cela les recommandations des banquiers européens qui considèrent que l'économie serait menacée par des salaires trop élevés, le gouvernement Fillon prétend redistribuer du pouvoir d'achat en bricolant des mesures dont les effets ne se font sentir qu'à la marge. Mais si les soldes commerciales ne durent que quelques semaines, c'est toute l'année que nos salaires sont soldés sur le marché du travail.

Pour faire face à l'augmentation du coût de la vie, la protection du pouvoir d'achat des salariés devrait dépendre d'un mécanisme précis, s'appliquant de façon automatique tout au long de l'année. Cette échelle mobile d'indexation des salaires sur les prix est une vieille revendication du mouvement ouvrier. Elle pourrait s'appliquer sur la base d'un indice des prix élaboré sous le contrôle des organisations syndicales et des associations de consommateurs. En partie en vigueur jusqu'au début des années 1980 lorsque le gouvernement de gauche de l'époque a suspendu son application, l'échelle mobile des salaires est une mesure de modernité sociale efficace pour le pouvoir d'achat des salariés. Pour gagner plus, il n'y a pas d'autres solutions que de consacrer aux salaires une part plus importante de la richesse produite. Il faut donc d'urgence rattraper les pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis des années en augmentant de 300 euros net les salaires, les retraites et les minima sociaux et garantir les acquis avec l'échelle mobile des salaires.

### Le SMIC à 1500 euros net !

Au 1er juillet, le SMIC augmente de 8 centimes brut de l'heure. Cette hausse est dérisoire et insuffisante pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes. Mais elle montre une fois de plus tout le dédain que Sarkozy et ses sous-fifres éprouvent pour la classe ouvrière. Evidemment, il n'y a pas de coup de pouce gouvernemental. C'est la même chose pour les allocations familiales et les minima sociaux. Chaque mois, il devient de plus en plus dur de survivre pour les 2 millions de travailleurs au smic, à temps partiel ou même pour les autres. La seule réponse que reçoivent les travailleurs c'est une coûteuse campagne publicitaire qui vante les heures supplémentaires défiscalisées qui ne sont qu'une arnaque supplémentaire. L'an dernier Sarkozy avait fait pour 15 milliards d'euros de cadeaux à ses amis milliardaires. C'est la preuve qu'il y a de l'argent dans les caisses du patronat et de l'Etat.

### *L'UEM (Usine d'Electricité de Metz) ne doit pas être privatisée !*

La mise sur rail du processus de privatisation de l'UEM, nous la devons à l'équipe de J.M. Rausch, sans que cela ne soulève un tollé du côté du PS, de D. Gros, des Verts ou du PCF... Les usagers de l'UEM ont tout à perdre avec cette privatisation. Les salariés de l'UEM ne veulent pas devenir « de vaillants petits actionnaires » (et vrais gogos) ! Il faut stopper le processus! Le service public est notre richesse !

### *Solidarité avec Denis Robert !*

Denis Robert est un journaliste messin qui, durant des années, a mené l'enquête sur la multinationale Clearstream et dénoncé ses activités. Les multiples procès que lui a intentés Clearestream ne remettent pas seulement en question la liberté d'expression, mais aussi le droit de mettre son nez dans des comptes qui devraient rester opaques. Aujourd'hui, jugeant la lutte trop inégale, il a décidé de « jeter l'éponge ». C'est tous ensemble que les travailleurs peuvent imposer leur droit de contrôle sur l'économie en gagnant l'ouverture des livres de comptes et la levée du secret bancaire et commercial. Nous vous invitons à consulter le blog du comité de soutien à D. Robert : *http://lesoutien.blogspot.com*

### *Education : Darcos au piquet !*

Les contre-réformes que subit l'éducation (suppression de 2 heures d'enseignement hebdo, suppression massive de postes, de la carte scolaire, autonomie des établissements…) n'ont pas pour but d'améliorer l'école comme le proclame le gouvernement. Il s'agit bien à nouveau d'offrir un service public qui échappe encore au marché, aux spéculateurs et patrons toujours plus avides de profits. L'accès de tous à des services publics de qualité est gravement remis en cause, et ce sont les travailleurs qui en seront encore une fois les victimes.

### *Gourmand, très gourmand « Crédit Mutuel » !*

Sur les rangs depuis des années pour s'accaparer des « parts de marché » de la privatisation rampante de la sécu, « la banque à qui parler » multiplie les « produits innovants »: mutuelle santé, compléments retraite, sans oublier les assurances-voiture. Elle rachète « Le Républicain Lorrain » (2007) et « L'Est Républicain » (2008). Un appétit d'ogre, vraiment. Et tout ça, évidemment, dans un esprit « mutualiste » !

### *Réseau Education Sans Frontière : alerte d'été, vigilance maxi...*

Pour les capitaux, les frontières sont abolies depuis très longtemps. Il n'en va pas de même pour les personnes: les pauvres sont assignés à résidence. Et s'ils s'avisent de migrer, ils sont exploités, pourchassés, terrorisés et expulsés par Sarkozy et Hortefeux. Les militants de RESF et du collectif mosellan contre une immigration jetable sont en alerte maximum cet été.


**Ligue Communiste Révolutionnaire**

**lcr57@nomade.fr - 06.26.12.77.18 - http://rouge57.chez-alice.fr**


# Pour un nouveau parti anticapitaliste, en avant !

LCR


Bulletin de la **Ligue Communiste Révolutionnaire** 57 / **Juillet 2008**

Portes-parole : Olivier BESANCENOT, Alain KRIVINE et Roselyne VACHETTA


À l'appel de la LCR se sont créés des comités pour un nouveau parti anticapitaliste. Les 28 et 29 juin a eu lieu la première réunion nationale de ces comités. La présence de près de 800 délégués, représentant des centaines de comités, témoigne de la dynamique du processus qui va nous amener à la naissance d'un nouveau parti anticapitaliste. Bien sûr, les discussions ne font que commencer, il s'agit désormais d'aborder l'élaboration d'un programme, d'un fonctionnement démocratique et de définir l'action de ce nouveau parti…

## Contre les attaques de Sarkozy, il est temps de riposter

Nous sommes confrontés à un gouvernement déterminé à frapper dur, qui a fait le choix, malgré l'impopularité de sa politique, d'accélérer le rythme de la mise en place des contre-réformes. La liste des lois adoptées, ou en cours d'adoption, fait froid dans le dos et dessine un projet de régression sociale et démocratique généralisée.

Nombreux sont celles et ceux qui ont eu conscience de s'être fait balader ce printemps dans des mobilisations sans lendemain. La riposte contre Sarkozy et le patronat est une urgence. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet d'un nouveau parti anticapitaliste. Si les comités pour sa construction contribuent à l'organisation de grèves et de mobilisations unitaires pour faire échouer le pouvoir, ils auront démontré l'utilité d'un tel parti.

Il faut construire une véritable opposition à l'UMP, remplacer la gauche qui ne s'oppose pas sur le fond aux projets de la droite ! La gauche institutionnelle a choisi l'accompagnement du système, la guerre des postes plutôt que l'affrontement social… Notre projet tourne le dos à cette gauche gestionnaire qui accompagne la régression et qui a abandonner depuis longtemps l'idée de changer la société.

## Le capitalisme c'est la crise, il est temps de changer la société !

Vu le contexte de crises multiples que nous traversons, il est de bon sens de de s'organiser et de définir collectivement un projet de rupture avec ce système qui est de plus en plus intolérable pour le plus grand nombre. La crise